

ter continuellement les services de l'État qui répondent aux besoins fondamentaux des ruraux. Partout au Canada, des petites localités en proie aux difficultés économiques luttent pour conserver leur bureau de poste, leurs banques, leurs chemins de fer, leurs services d'autobus.

Il ne faut pas oublier que, lorsque nos localités rurales disparaissent, bon nombre de leurs habitants se retrouvent dans les villes, sans logement, dans des conditions pathétiques. Toutes les statistiques montrent qu'il coûte moins cher de vivre à la campagne. Ce que le gouvernement doit faire, c'est assurer un niveau de services minimum pour garantir la survie du Canada rural.

• (1610)

Le bureau de poste est probablement le seul établissement fédéral visible pour les Canadiens qui vivent à la campagne. Si vous privez ces gens-là de leur bureau de poste, comme Postes Canada l'a fait dans plus de 1 400 petites localités, y compris sept dans ma circonscription, c'est comme si vous leur disiez qu'ils ne comptent pas vraiment.

J'ai été frappée par les propos du gouverneur général la semaine dernière quand il a dit qu'il était essentiel que la population fasse confiance au gouvernement pour que ce dernier puisse réaliser son programme. Je me réjouis que le gouvernement soit déterminé à maintenir le service postal rural, comme je me suis battue pour sauver le bureau de poste de Truro et redonner sa dignité au Canada rural.

Mes électeurs de Cumberland—Colchester sont très sensibles à tout ce qui menace leurs principes et leurs valeurs. Jusqu'à tout récemment, ils vivaient dans des localités où personne ne verrouille ses portes, où les actes de vandalisme, le vol, les meurtres et les agressions sont très rares. Hélas, ce n'est plus le cas.

Ils se préoccupent surtout de la Loi sur les jeunes contrevenants. Nombre d'entre eux estiment que cette loi est inefficace, qu'elle n'a aucun effet dissuasif et qu'elle ne réhabilite pas les contrevenants. Par-dessus tout, ils sont d'avis que la loi devrait être modifiée pour accorder une vraie justice aux victimes.

En 1989, la famille et les amis d'Andrea Rogers ont fondé une section de la Citizens United for Safety and Justice à Truro. Leur objectif principal est de veiller à ce que la sécurité des enfants et de tous les citoyens canadiens innocents l'emporte sur les droits des criminels.

Un chauffard a tué Andrea Rogers à North Vancouver. Une fois capturé et trouvé coupable, le chauffard, qui était un jeune contrevenant, a été condamné avec sursis à 100 heures de travail communautaire et à une année de probation en plus de perdre son permis de conduire pour deux ans.

Je voudrais remercier les parents d'Andrea Rogers, Citizens United for Peace and Justice et la section de Truro de la Fédération canadienne des femmes diplômées d'universités des modifications qu'ils ont proposées à la Loi sur les jeunes contrevenants. Je tiens à les assurer que je les ai présentées au ministre de la Justice et que je les défendrai vigoureusement à la Chambre.

L'Adresse

Je veux que nous respections l'engagement que nous avons pris pendant la campagne relativement à un meilleur contrôle des armes à feu. Nous devons consulter de très près les provinces et respecter les groupes de tireurs sportifs afin de pouvoir désarmer les criminels et les irresponsables sans porter préjudice aux propriétaires d'armes à feu responsables et respectueux des lois.

J'applaudis donc à l'intention du gouvernement de rétablir la Commission de réforme du droit. J'espère aussi qu'il remplira sa promesse de consulter largement le public sur la détermination des peines, les libérations conditionnelles et d'autres questions de justice pénale.

La région de l'Atlantique est perçue comme une région où les difficultés économiques sont profondément enracinées alors que nous avons des milliers de petites entreprises prospères et que nous comptons parmi nous nombre de familles ayant réussi dans les affaires, comme les Sobey, les McCain et les Irving. Notre problème n'est donc pas un manque d'esprit d'entreprise, mais plutôt un manque de capitaux.

Paradoxalement, la région de l'Atlantique génère un capital considérable sous forme d'épargne, de cotisations de retraite et d'investissements. Mais, hélas, tout cet argent est placé ailleurs. C'est pourquoi j'applaudis à l'engagement que le gouvernement a pris de travailler avec les établissements financiers nationaux pour accroître l'accès des petites entreprises aux capitaux et stimuler la création d'emplois.

J'applaudis à la proposition du discours du Trône de favoriser la formation d'un partenariat technologique entre nos universités et établissements de recherche, d'une part, et le secteur privé, d'autre part. Dans ma circonscription, le Nova Scotia Agricultural College le fait depuis un certain temps. Cet établissement a mis son expertise au service non seulement des agriculteurs et des entreprises de transformation alimentaire de la région de l'Atlantique, mais encore des pays en voie de développement et des pays de l'Europe de l'Est.

Le baccalauréat en agronomie du Nova Scotia Agricultural College est largement reconnu. De plus, le collège propose maintenant un nouveau programme d'aquaculture. Je félicite le personnel du collège d'avoir eu la prévoyance de reconnaître qu'en raison du déclin constant de la pêche marine, la région de l'Atlantique pourrait saisir l'occasion qui s'offre à elle de se tailler une place dans l'aquaculture, qui devrait d'ici l'an 2000 fournir un quart de la production de poisson. Je félicite également le personnel du collège d'avoir créé de nouveaux programmes pour nos jeunes dans un domaine appelé à fournir de vrais emplois. Le projet d'aquaculture va tellement dans le sens de l'engagement du gouvernement qui veut encourager la formation et la mise au point de nouvelles technologies que je voudrais dire devant tous que je l'approuve et demander à mes collègues d'en faire autant.

• (1615)

Les agriculteurs de Cumberland—Colchester acceptent de bonne grâce que les nouvelles règles du GATT signifient qu'ils vont ultimement devoir changer les structures de marketing selon lesquelles ils ont fonctionné jusqu'à présent. Les pêcheurs de homard de la côte nord savent qu'ils doivent pêcher de plus gros homards s'ils veulent que la pêche au homard reste viable.